



## OFFRE D'EMPLOI

### **Juriste spécialisé (e) en droits de l'Homme**

L'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT) et le Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo (CACIT), sont actuellement à la recherche d'un(e) juriste spécialisé(e) dans les droits de l'Homme pour un projet conjoint avec la Société Civile Unie Contre la torture en Afrique. Le juriste spécialisé dans les droits de l'homme coordonnera deux groupes régionaux de travail : le groupe de travail d'action judiciaire et le groupe de travail chargé d'étudier les phénomènes de la torture et de la migration.

Le groupe de travail d'action judiciaire, composé de juristes originaires de différents pays d'Afrique, dynamisera, mobilisera et guidera les organisations partenaires dans l'utilisation plus fréquente et plus efficace des voies d'action judiciaire et dans la recherche de responsabilisation des auteurs d'actes de torture. Les membres du groupe apprendront des autres juristes régionaux spécialisés dans lutte contre la torture, qui font face à des expériences et défis comparables.

Cette démarche organisera un groupe de travail pour étudier le phénomène de la torture et des migrations en tant que base d'étude collective. Cette approche participative permettra de collaborer avec les membres de notre réseau travaillant sur la question, tout en motivant d'autres à s'intéresser au sujet. Cette étude promouvra ainsi l'OMCT et ses organisations partenaires. Plus important encore, cette étude renforcera la protection offerte par les mécanismes universels tels que le Rapporteur Spécial sur la Torture qui, en prenant en compte l'avis de l'OMCT, exprime sa volonté de collaborer sur la question de la migration et de la torture.

### **RESPONSABILITES**

Concernant le groupe de travail d'action judiciaire:

- Etablir, coordonner et parrainer un groupe de 15 juristes originaires de différents pays d'Afrique plaidant des affaires liées à la torture devant des organes et cours nationaux et internationaux.
- Organiser et mener un séminaire d'une semaine qui portera sur les différentes normes internationales prohibant la torture, les interprétations juridiques, les concepts adaptés de documentation et d'enquête pour

assurer un succès dans les litiges au niveau national et international, des stratégies efficaces sur la protection des victimes et des témoins et la manière d'exercer des recours au niveau international.

- Parrainer et soutenir les juristes, notamment sur la rédaction de dossier, sur l'examen de demandes judiciaires, conseiller sur les stratégies contentieuses, promouvoir les stratégies de soumission de plainte individuelle et fournir une expertise sur les normes internationales des droits de l'Homme.

Concernant le groupe de travail sur les migrants et la torture :

- Etablir et coordonner un groupe de travail de 8 experts de la société civile sur la question des migrants et de la torture de 8 pays différents d'Afrique ;
- Organiser et mener une réunion de 2 jours sur la question des migrants et de la torture en partenariat avec le groupe d'experts de la société civile ;
- Superviser la rédaction du rapport sur la question des migrants et la torture en assurant son suivi ;
- Coordonner et soutenir les consultants, les experts de la société civile et les universitaires dans la rédaction du rapport ;
- Organiser la sortie du rapport aux niveaux national, régional et international.

## **PROFIL**

- Diplôme universitaire (Master ou équivalent) en droit. Un Master 2 (ou plus) spécialisé dans les droits de l'homme serait un atout.
- Expérience d'au moins d'au moins 5 ans dans le domaine des droits de l'Homme, de la lutte contre la torture et de la migration.
- Expérience dans le contentieux pénal ou le contentieux public devant les tribunaux de droit interne.
- Expérience dans la représentation de victime de torture devant les organes nationaux et internationaux.
- Connaissances du droit international des droits de l'homme, des procédures devant les Nations-Unies et des mécanismes régionaux dans la protection des droits de l'homme, de préférence dans le contexte de la torture ou des traitements inhumains ou dégradants, dont les disparitions forcées, les exécutions extrajudiciaires, les conditions de détention et les exécutions sommaires ;
- Excellentes capacités dans la rédaction juridique ;
- Expérience ou intérêt pour travailler sur la question des migrants et de la torture ;
- Expérience de travail avec des organisations non gouvernementales et la société civile serait un atout.
- Expérience dans l'offre de formation juridique serait un atout ;
- Expérience dans la gestion de projets serait un atout ;

- Capacité à travailler sous pression, à respecter des délais rigoureux et à s'adapter à un travail multidisciplinaire dans un environnement de travail multiculturel ;
- Bonnes capacités relationnelles et de communication ;
- Excellente maîtrise de du français à l'écrit et à l'oral.

## **AUTRES INFORMATIONS**

**Localisation** : Direction du CACIT à Lomé, Togo.

**Durée** : 1<sup>er</sup> décembre 2018 au 30 décembre 2020.  
Travail à temps plein (100%)

Les candidatures pour ce poste doivent être envoyées d'ici le **30 octobre 2018**. Afin que votre candidature soit examinée, veuillez nous envoyer un CV, une lettre de motivation et les coordonnées de deux références à [cacitogo@gmail.com](mailto:cacitogo@gmail.com) avec comme objet « JURISTE SPECIALISE (E) EN DROITS DE L'HOMME ». Seuls les candidats qui seront présélectionnés seront contactés.

Pour plus d'informations sur l'OMCT, merci de visiter notre site internet : [www.omct.org](http://www.omct.org).

Et

Pour plus d'informations sur le CACIT, merci de visiter notre site internet [www.cacit.org](http://www.cacit.org)